

Chers Amis,  
Chers Camarades,

Chère Monique,  
Cher Martin,  
Cher Pierre,

Merci d'être venus si nombreux ! Merci pour votre accueil !

Mon émotion est aujourd'hui très vive d'être ici, à Tournefeuille près de Toulouse, cette grande et belle ville, si douce et agréable à vivre, dont la chair et la conscience viennent d'être si violemment, et si profondément meurtris par l'attentat antisémite, incompréhensible et atroce, qui a coûté la vie à un homme et à trois enfants dans une école juive, quelques jours après le lâche assassinat, en pleine rue, de trois militaires français à Montauban.

C'était il y a moins de dix jours :

- une éternité lorsqu'on pense à l'immense douleur des familles et de proches,
- une éternité lorsqu'on pense à la peur qui s'est abattue sur la ville, la région et toute la France pendant les longues heures de traque qui ont suivi la tuerie,
- une éternité lorsqu'on mesure à quel point cet attentat a menacé la République dans ses fondements, dans ses valeurs, dans sa cohésion.

Mais nous avons résisté, notre pays a résisté à la tentation de la vengeance, de la colère, de la haine, de la division... Nous avons su rester unis pour dire notre refus du racisme, de l'antisémitisme, de l'intégrisme, des fanatismes, du terrorisme.

Nous y avons tous pris notre part, derrière François Hollande qui a tenu son rôle de responsable politique et d'élu républicain de tout premier plan, et avec la hauteur d'esprit, le sens des responsabilités, la stature, et la dignité que nous lui connaissons.

Aujourd'hui, il y a du soulagement dans chacun de nous, mais il y a aussi - pourquoi le cacher ? - de l'inquiétude devant le risque que cela se reproduise, le risque que la prochaine fois, la cohésion nationale et la République vacille, s'effrite... ou s'effondre.

C'est pourquoi, ce soir, comme jamais dans une réunion publique ou dans un meeting, nous éprouvons un vrai besoin de nous retrouver, d'être ensemble pour nous sentir humains : nous avons besoin plus que jamais de solidarité, d'unité, de fraternité.

Je dis nous en pensant à nous qui sommes dans cette salle ; nous qui sommes pour beaucoup des camarades... mais en réalité je pense aussi à nous, le peuple de France, au delà de nos origines, de nos religions, de nos conditions sociales, de nos préférences philosophiques ou politiques, à nous, les héritiers de la France des Lumières et de la Déclaration des droits de l'Homme, à nous, les défenseurs des valeurs de la République : nous avons besoin de savoir que nous pouvons être ensemble, que nous savons être ensemble, lorsque l'essentiel est en jeu.

C'est parce que nous sommes dans la fidélité à cette longue et belle tradition que, précisément, nous avons su faire taire les différences pour respecter la souffrance et le deuil, respecter le travail des forces de l'ordre, respecter aussi l'ordre républicain en laissant le Président en exercice jouer pleinement son rôle parce que l'importance du moment l'exigeait, parce que la fonction du Président devait primer sur les intentions du candidat.

Lorsque la campagne a repris ses droits, nous n'avons pas eu à improviser, à tout mélanger, à parader, à menacer et à promettre... nous sommes revenus à nos fondamentaux d'un projet de redressement de la France qui passe d'abord par l'emploi, la croissance, le pouvoir d'achat, la réindustrialisation, l'éducation ou le logement... mais qui passe aussi une autre façon de gouverner, une autre façon de concevoir l'exercice du pouvoir, l'exercice de l'état, l'exercice des responsabilités... et c'est ainsi que nous sommes restés nous-mêmes, que nous sommes restés à l'unisson des Français.

C'est pour ça que je veux le redire ici avec force : nous devons être fiers de ce que nous avons fait, fiers de ce que nous sommes et de ce que nous portons - malgré les attaques et les critiques - parce que la seule leçon à tirer de ce qui s'est passé, c'est que nous avons besoin de plus de République, et donc besoin de plus de justice, de plus de démocratie, de plus de confiance et d'apaisement...

Nous l'affirmons depuis des mois, nous les proposons très concrètement depuis des mois... Pourquoi dire autre chose aujourd'hui ?

Qu'aurions-nous à nous reprocher, nous qui n'avons pas hésité à suspendre notre campagne le temps de la décence et de la responsabilité, avant de la reprendre à l'endroit même où nous l'avions laissée sur les préoccupations de Français... avec la gravité qui s'impose, mais aussi avec fermeté, avec combativité, sans fausse candeur, naïveté ou tolérance à l'égard de celles et de ceux qui ont été tentés de tirer profit d'une situation aussi terrible à des fins politiciennes... et qui, pour certains, ont succombé à la tentation !

Nous pouvons être fiers, au contraire, d'avoir adhéré sans réserve à cet élan de rassemblement républicain qui était nécessaire pour surmonter une épreuve collective terrible, fiers de n'avoir émis aucune critique à l'égard d'un Président de la République dans ses fonctions à un moment crucial pour la cohésion nationale, fiers d'avoir réservé nos pensées et notre parole à la mémoire des victimes, à l'apaisement, et à l'expression de notre reconnaissance à l'égard des forces de l'ordre.

Fiers de ce que nous avons dit et de ce que nous avons fait car si la République a tenu, nous avons vu, ici et là, des failles, des fragilités, de zones de risques dans l'édifice si fragile de notre vivre-ensemble: nous savons qu'il faut à la fois tout faire contre la violence, le terrorisme, les fanatismes, mais aussi tout faire pour consolider la maison républicaine !

C'est ça notre seul rempart contre la violence : c'est ça le fondement de notre projet pour redresser la France !

Alors, pourquoi s'étonner que nous disions aussi que nous avons besoin d'un Président qui incarne cela, pas seulement dans les moments de crise, mais 7 jours sur 7, 365 jours par an, pendant 5 ans... et que nous avons notre petite idée là-dessus...

Est-ce de la polémique de dire cela, est-ce honteux de le penser ? Est-ce un droit que nous n'aurions pas, de faire campagne pour notre candidat, à 25 jours du scrutin ?

Ce qui est honteux, oui, c'est d'exploiter les événements sur le terrain de la sécurité et de la prétendue « religion d'apparence » des uns ou des autres... pour mener une campagne qui n'a rien à dire, avec un bilan catastrophique derrière soi, et l'absence de tout projet devant soi. Car, non, la vague promesse d'être « différent », l'assurance de mener la même politique, et l'intention d'organiser quelques référendums de temps en temps ne font pas un projet !

Nous sommes accusés de tout, à tort et à travers, avec un cynisme et une mauvaise foi qui ne me surprennent pas, mais qui me révoltent - encore hier soir Nicolas Sarkozy nous pointaient du doigt dans un meeting en Loire Atlantique ! - alors même que nous n'avons jamais cessé, nous, de faire notre campagne sur les idées, sur les arguments, sur un projet

qui compte 60 engagements pour le changement, et que chaque Français peut se procurer. L'UMP ne peut pas en dire autant !

Alors malgré les insinuations et les provocations, nous devons garder notre cap, notre sérieux, notre morale, notre façon de faire de la politique, notre envie profonde et notre désir sincère de changement, et refuser toute surenchère sur le terrain de l'adversaire.

Nous le faisons parce que nous y croyons, parce que nous pensons que c'est nécessaire pour notre démocratie et l'avenir de notre pays, parce que nous avons la conviction et le sentiment renforcés comme jamais que la République et la cohésion nationale sont nos biens les plus précieux dans la construction de notre destin collectif.

François Hollande appelle cela le redressement de la France, il appelle cela une République exemplaire, il appelle cela redonner espoir et confiance aux nouvelles générations !

Les Français le savent, ils sont plus lucides, plus intelligents, plus sages et sereins que leur Président sortant : ils savent où sont les vraies priorités, ils savent ce qui peut être promis, ce qui peut être tenu, et ce qui ne l'est pas, ce qui relève de l'agitation pour capter la lumière, et ce qui relève d'un projet pour l'avenir.

Le chômage et l'emploi, le logement, le pouvoir d'achat, l'éducation et l'avenir des jeunes générations sont les vrais enjeux de cette élection : François Hollande y répond, il y répond avec clarté et constance, il est le seul à le faire, et comme dirait certains sous couvert de OFF dans les journaux... « ça commence à se voir » !

Ça se voit parce que c'est annoncé, présenté, expliqué, chiffré, noir sur blanc, depuis la fin du mois de janvier : nous n'avons rien à cacher, nous n'avons rien à esquiver... Nous avons à convaincre sur la base de nos idées, de nos valeurs, de nos engagements et de notre projet !

Nous n'avons pas peur, nous, de montrer notre vrai visage !

Qu'allons-nous faire ?

Relancer la production, l'emploi et la croissance avec une banque publique d'investissement pour les PME, la mobilisation de l'épargne des Français pour investir dans l'économie réelle, le retour des industries et des emplois en France en changeant les règles du jeu d'une fiscalité absurde, l'investissement dans les secteurs stratégiques des nouvelles technologies et du numérique, le tout avec une nouvelle donne pour l'économie verte et les stratégies d'investissement à l'échelle européenne.

Rétablir de l'équité entre les citoyens contribuables avec une grande réforme fiscale qui redistribue les cartes et restaure la confiance dans l'impôt, une nouvelle réforme des retraites plus juste, un accès aux soins pour tous dans de meilleures conditions, une accélération de la construction de logements et un encadrement des loyers dans les zones où les prix sont devenus délirants.

Redonner espoir aux jeunes et plaçant leur avenir au cœur de la stratégie d'action pour le mandat : François Hollande a demandé être jugé là-dessus, c'est sa priorité. Non pas pour les jeunes eux-mêmes seulement, comme une catégorie à part, mais pour toute la société ! C'est le contrat de génération pour favoriser l'embauche des jeunes dans les entreprises, tout gardant à l'emploi les salariés les plus expérimentés, ce sont les 150 000 emplois d'avenir en priorité dans les quartiers populaires, c'est la sécurisation des parcours professionnels...

C'est aussi l'éducation, bien sûr ! Avec 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation sur 5 ans, ce sont les moins de 3 ans accueillis dans les maternelles, c'est la réforme des

premiers cycles universitaire et la remise en ordre des universités françaises, si malmenées au cours de ces dernières années.

La priorité à la jeunesse, nous l'avons détaillé tout à l'heure, pendant le café citoyen qui précédait cette réunion publique, n'est pas un vain mot, c'est l'épine dorsale de notre projet, le sens de l'action à mener, l'objectif ultime d'une politique progressiste vraiment de gauche : que demain soit meilleur pour nos enfants !

Quand je dis demain, c'est demain, pas après-demain, c'est dès le premier tour, le 22 avril, en faisant le seul choix possible, celui de l'alternance à Nicolas Sarkozy : le choix de François Hollande !

Merci !